



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Eau et Risques
Unité Prévention des risques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SER/2023-019-0001 du 19 JAN. 2023

rendant immédiatement opposables certaines dispositions du projet de révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Canet-en-Roussillon

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 20 juillet 2022 portant nomination de monsieur Rodrigue FURCY en qualité de préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SER/2022276-0001 du 3 octobre 2022 prescrivant la révision du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Canet-en-Roussillon ;

VU la lettre de M. le Préfet des Pyrénées-Orientales en date du 8 décembre 2022, réceptionnée le 14 décembre 2022, informant le Maire de Canet-en-Roussillon de son intention de rendre immédiatement opposables certaines dispositions du projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation conformément aux dispositions de l'article L 562-2 du Code de l'environnement ;

VU l'avis du Maire de Canet-en-Roussillon en date du 9 janvier 2023 ;

VU la lettre de M. le Préfet des Pyrénées-Orientales en date du 8 décembre 2022, réceptionnée le 14 décembre 2022, informant le Président de Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine de son intention de rendre immédiatement opposables certaines dispositions du projet de révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation conformément aux dispositions de l'article L 562-2 du Code de l'environnement ;

VU la délibération motivée du conseil communautaire de PMMCU en date du 22 novembre 2022 (DELIB/2022/11/247) ;

VU l'avis favorable du Syndicat Mixte Têt Bassin Versant (SMTBV), en sa qualité d'autorité GEMAPI, en date du 17 novembre 2022 ;

Considérant les événements d'inondations, coulées de boue et chocs mécaniques liés à l'action des vagues ayant généré la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle à plusieurs reprises sur la commune de Canet-en-Roussillon ;

Considérant la perspective de retour d'une crue de grande ampleur, notamment sur la Têt ou les Llobères, associé à un risque de défaillance des systèmes d'endiguement, mais également d'une tempête marine de grande ampleur ;

Considérant l'évolution de la connaissance des phénomènes inondations sur les communes du bassin versant de la Têt aval, révélée par l'étude du bureau d'études « BRL ingénierie » ;

Considérant la pression foncière qui s'exerce sur la commune de Canet-en-Roussillon ;

Considérant la nécessité de ne pas compromettre l'application ultérieure du futur Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation par une aggravation des risques ou la création de risques nouveaux ;

Considérant que le projet de Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation en cours d'élaboration contient certaines des prescriptions mentionnées au 1° et 2° du II de l'article L. 562-1 du Code de l'environnement ;

Considérant l'urgence à rendre ces prescriptions immédiatement opposables sur le territoire de la commune de Canet-en-Roussillon ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Objet

Sont rendues immédiatement opposables les prescriptions du projet de Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles de la commune de Canet-en-Roussillon. Ces prescriptions s'appliquent aux constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations nouveaux.

Article 2 : Consultation du dossier des prescriptions du projet de Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles rendues immédiatement opposables

Le dossier est tenu à la disposition du public dans les locaux, aux jours et heures habituelles d'ouverture :

- de la Mairie de Canet-en-Roussillon ;
- du siège de Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine ;
- de la Préfecture du département des Pyrénées-Orientales.

Il est également librement consultable sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Orientales, à l'adresse suivante :

<https://www.pyrenees-orientales.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/Plan-de-Prevention-des-Risques-Naturels-Previsibles-PPRNP/PPR-communaux-en-cours-d-elaboration-ou-en-revision/Canet-en-Roussillon-PPR>

Le dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un règlement
- le zonage réglementaire (trois cartes)
- la carte des cotes de référence (trois cartes)
- des annexes :
 - la cartographie des aléas (trois cartes d'aléas de synthèse, trois cartes d'aléas littoraux et trois cartes d'aléas fluviaux)
 - la cartographie des enjeux (trois cartes)

Article 3 : Mise à jour des annexes du PLU

Les dispositions du projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement doivent être annexées à titre informatif au plan local d'urbanisme de la commune de Canet-en-Roussillon, conformément à l'article R.151-53 du code de l'urbanisme.

Article 4: Notification

Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune de Canet-en-Roussillon et au président de Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine.

Article 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois, à compter de sa notification :

- en mairie de Canet-en-Roussillon ;
- au siège de Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Article 6 : Délais et voies de recours

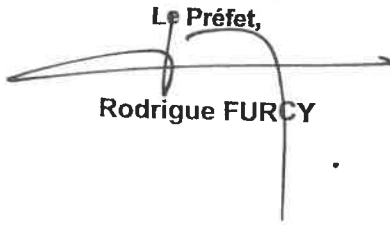
Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le maire de Canet-en-Roussillon, le président de Perpignan Méditerranée Métropole Communauté Urbaine et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Perpignan, le **19 JAN. 2023**

Le Préfet,

Rodrigue FURCY